



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 42 – 15 au 21 octobre 2021

Au programme cette semaine :

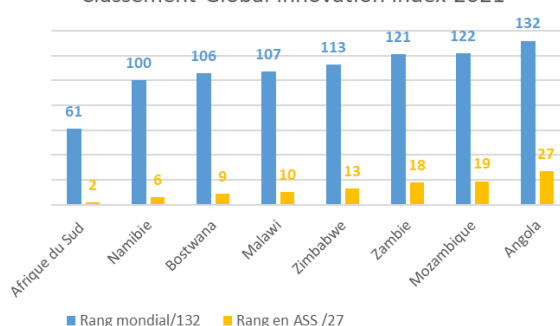
- **Afrique du Sud** : L'inflation atteint 5% au mois de septembre
- **Angola** : L'inflation accélère au mois de septembre
- **Namibie** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 3,75%
- **Malawi** : Discussions en cours avec le FMI sur un accord de financement
- **Mozambique** : Le gouvernement valide une première proposition de budget 2022
- **Zambie** : Le ministère des Finances publie de nouveaux chiffres sur l'endettement

Zoom sur... le Global Innovation Index en Afrique australe

La World Property Intellectual Organization (WPIO – institution spécialisée des Nations Unies visant à promouvoir un système international de propriété intellectuelle), a publié début octobre son classement du *Global Innovation Index* pour l'année 2021. L'indicateur composite, basé sur différentes variables de la Banque Mondiale et du FMI, vise à classer les pays selon la performance de leurs écosystèmes d'innovation.

Les pays de la sous-région se classent, pour la plupart, dans le dernier quart du classement, mais avec de fortes disparités. Ainsi l'Afrique du Sud s'impose comme proposant l'environnement le plus propice à l'innovation, au deuxième rang des pays d'Afrique subsaharienne, derrière Maurice – institutions solides, niveau élevé de la recherche et développement au sein des entreprises, malgré des performances décevantes en matière de système universitaire et d'infrastructures digitales. Viennent ensuite, dans le premier tiers du classement régional, la Namibie (6^{ième} – développement du capital humain et système de recherche relativement performant), le Botswana (9^{ième} – solidité des institutions) et le Malawi (10^{ième}). Enfin, la Zambie (18^{ième}), le Mozambique (19^{ième}) et l'Angola (27^{ième}) occupent les dernières places du classement.

Classement Global Innovation Index 2021

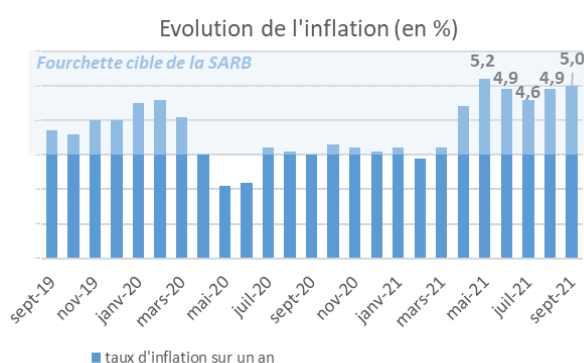


Sources : WPIO (2021)

Afrique du Sud

L'inflation atteint 5% au mois de septembre (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques, l'inflation a atteint 5% sur un an au mois de septembre – après 4,9% au mois d'août. L'inflation repart donc à la hausse depuis le mois de juillet, après deux mois de modération. Les postes qui ont le plus contribué à l'augmentation des prix sont « les transports » (+10,1% soit une contribution positive de 1,4 point), « les denrées alimentaires » (+6,6% soit +1,1 points) ainsi que « le logement, l'eau et l'électricité » (+4% soit +1 point). A noter que les analystes et la SARB prévoient une augmentation des pressions inflationnistes dans les mois à venir. Le consensus table sur un taux d'inflation moyen aux alentours de 5% en 2021 (4,4% selon le FMI) – contre 3,3% en 2020. Pour rappel, malgré ce contexte, le gouverneur de la banque centrale a laissé entendre suite au dernier comité de politique monétaire fin septembre) qu'un durcissement de la politique monétaire (taux directeur actuellement de 3,5%), n'était pas à attendre avant 2022.



Sources : StatsSA et SARB (2021)

Le GAFI pointe du doigt les faiblesses des systèmes sud-africains en matière de blanchiment

Le Groupe d'Action Financière International (GAFI – organisme intergouvernemental fondé par les pays du G7 pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du

terrorisme), a publié le 7 octobre son rapport d'évaluation pour l'Afrique du Sud. Sur la base de missions d'évaluation menées entre avril 2019 et mai 2021, le rapport du GAFI pointe d'importantes faiblesses dans la mise en œuvre de la réglementation ainsi que le contrôle des transactions et des entités assujetties (secteur financier en particulier). Plus précisément, les faiblesses rapportées portent sur : (i) la difficulté à détecter les transactions suspectes ; (ii) les insuffisances dans le domaine de la surveillance des institutions non-financières (associations) ; (iii) l'importance et le manque de surveillance des flux financiers en liquide, notamment lorsqu'ils sont internationaux ; (iv) l'inefficacité des institutions en matière d'enquête et de poursuite judiciaire. Le GAFI appelle ainsi le gouvernement à concevoir un plan d'actions et à agir, menaçant d'inscrire le pays sur sa liste grise. Cette décision aurait des implications directes sur la fluidité des transactions financières et sur les coûts du secteur financier, soumis un devoir de contrôle beaucoup plus strict. A noter que le *National Treasury*, dans un communiqué, a précisé qu'il était pleinement engagé dans la mise en place des recommandations.

Angola

L'inflation accélère au mois de septembre (INE)

Selon l'agence nationale de statistiques (INE), le taux d'inflation sur un an a atteint 26,6% au mois de septembre, après 26,1% le mois précédent. Il s'agit ainsi du sixième mois consécutif de progression de l'indicateur qui suit une tendance d'accélération depuis le début de l'année 2020. L'inflation mensuelle atteint 2,2% et reste principalement portée par le poste « denrées alimentaires » (+2,6% soit une contribution positive de 1,5 point). A noter par ailleurs que l'indice de production industriel atteint 95 points au second trimestre 2021 (base 100 en 2010), en hausse de trois points comparativement à la même période l'an passé. Cette évolution

s'explique notamment par la reprise du secteur manufacturier (+20% sur un an, portée notamment par l'industrie textile) et dans une moindre mesure par le secteur de la production d'électricité et de gaz (+20,5%). Au contraire, la contribution des industries extractives et notamment la production de pétrole (-3,5%) est négative.

📍 Namibie

La Banque centrale maintient son taux directeur (*Bank of Namibia*)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia – BoN*), qui s'est réuni le 20 octobre, a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 3,75%. L'institution monétaire rappelle que le maintien d'une politique monétaire accommodante est nécessaire pour soutenir la reprise – alors que l'économie a amorcé une timide reprise au second trimestre 2021 (croissance trimestrielle de 1,6%). Par ailleurs, comme presque partout ailleurs dans le monde, les pressions inflationnistes s'accroissent ces derniers mois. En 2021, les prix devraient augmenter en moyenne de 3,7% selon la BoN (4% selon les dernières prévisions du FMI), après 2,2% en 2020. À noter cependant, que les évolutions de l'inflation affectent peu la politique monétaire de la BoN, cette dernière poursuivant comme objectif principal le maintien de la parité avec le rand dans le cadre de la zone monétaire commune. Les taux directeurs de la SARB et de la BoN ne diffèrent actuellement que de 0,25 point.

📍 Malawi

Discussions en cours avec le FMI sur un accord de financement (*Bloomberg*)

Le président du Malawi, M. Lazarus Chakwera a annoncé que son pays était en cours de négociation avec le FMI pour la conclusion d'un programme de financement – un accord qu'il

souhaitait voir d'ici le début de l'année prochaine, afin de soutenir la relance économique de son pays. Le président a également annoncé que son gouvernement allait ouvrir des discussions avec la Banque Mondiale dans les semaines à venir. Dans un communiqué, le FMI a de son côté assuré le pays de son soutien (après le programme mis en œuvre entre 2018 et 2020 et les financements d'urgence octroyés dans le cadre de la crise). Le Fonds a invité le gouvernement à poursuivre la mise en œuvre des réformes macroéconomiques, afin notamment d'assurer la soutenabilité de la dette publique du pays (55% du PIB à la fin 2020, +10 points sur un an). Pour rappel, le Malawi est un des pays les plus pauvres du monde (PIB par habitant de 405 USD). Après une croissance de 0,9% en 2020 (contre 7% initialement prévu), le rebond de l'économie devrait être modéré en 2021 (+2,2%).

📍 Mozambique

Le gouvernement valide une première proposition de budget pour l'exercice 2021/2022 (*INE*)

Le 18 octobre, le conseil des ministres a approuvé une proposition de budget pour l'exercice 2022-2023 et qui sera présentée devant le parlement dans les mois à venir. Le gouvernement propose une augmentation des dépenses de plus de 20%, pour atteindre 450 Mds MZN (6 Mds EUR), portées notamment par la forte progression de la masse salariale de la fonction publique (+23% - loin du niveau de l'inflation). Dans le même temps, le ministère des Finances prévoit une augmentation des revenus (moins marquée) de 14%, pour atteindre 350 Mds MZN (4,7 Mds EUR). Ainsi, selon ce projet de loi de finances, le déficit public représenterait 13,4% du PIB, en hausse de 4,3 points comparativement au déficit anticipé sur l'exercice en cours. L'exercice 2022 marquerait ainsi la cinquième année consécutive de creusement du déficit public. À noter par ailleurs que le budget a été élaboré en tablant sur des prévisions de croissance particulièrement

optimistes (+ 1,5% en 2021 puis +2,9% en 2022 contre une récession -1,2% puis +2,5% selon le FMI).

Le Crédit Suisse mis en cause dans le dossier des dettes cachées (SEC)

Le Crédit Suisse a annoncé le 19 octobre avoir payé près de 475 MUSD aux autorités de régulation et contrôle des marchés financiers américaine (*Securities and Exchange Commission*) et anglaise (*Financial Conduct Authority*), suite à son implication dans des opérations de financement d'entités publiques mozambicaines jugées illégales. Ces transactions, pour un montant supérieur à 1 Md USD, qui devaient initialement contribuer au développement du secteur de la pêche, on en réalité servi à entretenir un système de dettes cachées et à verser des commissions occultes à des banquiers, des fonctionnaires et des membres gouvernement mozambicain. La banque suisse a par ailleurs été mise en cause pour la défaillance de son système de contrôle interne et pour avoir fourni aux investisseurs des informations incomplètes et trompeuses.

Zambie

Le ministère des Finances publie de nouveaux chiffres sur l'endettement

Selon les dernières données du ministère des Finances, publiées le 20 octobre, l'endettement public zambien a atteint 27 Mds USD à la fin juin 2021, en progression de 18% comparativement aux chiffres publiés préalablement. La dette externe atteint ainsi 16,9 Mds USD, soit plus de 60% de l'endettement public total. La publication de ces nouvelles données révisées à la hausse, mais surtout détaillant très précisément les différents créanciers du pays (dont une dizaine d'entités chinoises différentes) témoignent à nouveau de la volonté de transparence de la nouvelle équipe gouvernementale. Après avoir achevé une mission virtuelle avec le pays fin septembre/début octobre, le FMI a annoncé qu'une nouvelle visite technique se tiendrait dans les semaines à venir afin de discuter des paramètres d'un futur accord de financement.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar

	Taux de change au 21 octobre 2021	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	14,5 ZAR	1,6%	1,8%	11,5%	1,0%
Angola	592,1 AOA	0,1%	3,3%	7,7%	9,5%
Botswana	11 BWP	0,8%	-0,8%	2,5%	-2,9%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	14,0%	17,3%
Zambie	17 ZMW	-1,2%	-3,7%	19,0%	24,4%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international